

«Repenser la guerre»

par Stefan Hofer,* Suisse

Lorsque l'armée russe est intervenue militairement contre l'Ukraine en février 2022, après que l'Ukraine a refusé de discuter des demandes formulées par la Russie:

- renonciation de l'Ukraine à l'adhésion à l'OTAN,
- pas de bases de l'OTAN ou d'autres armées étrangères sur le territoire de l'Ukraine,
- pas de déploiement d'armes de l'OTAN sur le territoire de l'Ukraine,
- désarmement des brigades fascistes Azov,
- respect des droits de la population russe dans le Donbass par la mise en œuvre immédiate et intégrale des *Accords de Minsk*,¹

un tollé s'est élevé dans les médias occidentaux: le recours à la force militaire pour imposer des revendications politiques est un crime incroyablement et inacceptable à notre époque.

Sur le ton de l'indignation, on a affirmé que pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un Etat souverain en Europe avait été attaqué militairement en violation du droit international. Le bombardement de la Serbie par l'OTAN, en violation du droit international, pour forcer la sécession du Kosovo de la Serbie est tombé dans l'oubli.

Le fait est cependant que les Etats-Unis, en tant que puissance dominante de l'Occident, ainsi que d'autres pays de l'OTAN, ont mené depuis la Seconde Guerre mondiale toute une série d'opérations militaires pour imposer leurs prétentions au pouvoir et leurs intérêts économiques et politiques, et ont également mené des guerres de plusieurs années qui ont coûté la vie à des millions de personnes.

Sans prétendre à l'exhaustivité, il convient de mentionner la guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam, la guerre d'Irak, les interventions militaires en Syrie et en Libye. Le bombardement du Nord-Vietnam pendant de longues années, la guerre en Irak et le bombardement de cibles en Serbie,

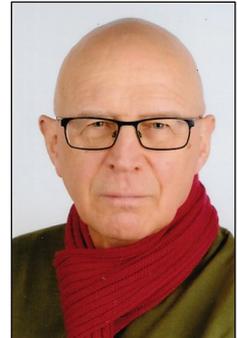
en Libye et en Syrie étaient contraires au droit international, mais cela n'a guère dérangé les grands médias occidentaux. Ils ont à chaque fois argué qu'il s'agissait d'une intervention militaire visant à faire respecter les droits de l'homme. En ce qui concerne le bombardement de la Serbie, on a même prétendu qu'il était nécessaire pour empêcher un génocide de la population albanaise au Kosovo.

Lorsque les médias grand public parlent de la guerre en Ukraine, ils évoquent toujours la guerre d'agression russe contre l'Ukraine. Dans les reportages sur la guerre en Irak et les bombardements de villes serbes, on cherche en vain le terme de «guerre d'agression».

Il est évident que la perception et le jugement varient considérablement selon qu'une intervention militaire ou une guerre est menée par les Etats-Unis et l'OTAN ou par la Russie. Dans un éditorial de la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) – que l'on peut qualifier de porte-voix important du monde occidental dirigé par les Etats-Unis – le rédacteur en chef *Eric Gujer* déclare le 10 février 2024 avec une franchise insolente sous le titre «Repenser la guerre»:

«Pendant longtemps, les Etats-Unis et leurs alliés ont cru qu'ils pouvaient choisir les conflits. L'Occident dominait et intervenait là où cela lui plaisait. Le champ de bataille réservait peu de surprises aux armées occidentales. Elles décidaient du rythme et du lieu.»

Ainsi, le rédacteur en chef de la NZZ a fait mouche. Ce qui fait enrager les médias grand public occidentaux, ce n'est pas le fait qu'une guerre soit menée en Ukraine, mais le fait que la Russie, par son action militaire, a devancé l'Occident qui préparait une attaque militaire pour reconquérir la Crimée et les régions du Donbass qui s'étaient constituées en républiques populaires indépendantes.² La guerre était prévue par l'Occident et les préparatifs étaient en cours.



Stefan Hofer.
(Photo mad)

* *Stefan Hofer*, né en 1948, est un citoyen suisse résidant à Bâle. Il a travaillé comme avocat à Bâle pendant 40 ans. Depuis quelques années, il est à la retraite.

Mais ce qui met l'Occident en colère, c'est le fait qu'il ne peut plus dominer à sa guise ce conflit mené militairement comme dans les années qui ont suivi 1990 et qu'il ne peut plus dicter les conditions de paix en fonction de ses intérêts, ce qui est l'expression du changement des rapports de force géopolitiques depuis 1990.

L'ordre mondial capitaliste occidental, qui se définit lui-même comme fondé sur des valeurs, est dominé par les Etats-Unis en tant que puissance hégémonique. Leur instrument de puissance militaire est, outre l'armée américaine, l'OTAN.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la prétention de l'Occident à dominer le monde a toujours été imposée par tous les moyens (sanctions économiques et embargos commerciaux, influence massive sur les élections, organisation, soutien et financement de coups d'Etat et, en dernier recours, utilisation directe et, si nécessaire, terriblement brutale de la force militaire).

Après la chute de l'Union soviétique, les stratégies de la puissance mondiale des Etats-Unis et de l'OTAN ont cru qu'il n'existait plus de contre-pouvoir sérieux et qu'ils pouvaient désormais imposer leurs intérêts économiques et politiques dans le monde entier sans restriction ni limitation par un contre-pouvoir. C'était également le message de la guerre en Irak et du bombardement de la Serbie: nous décidons désormais partout dans le monde de la marche à suivre, de ce qui est admissible et de ce qui ne peut pas être toléré.

Au cours des 25 dernières années, la formidable ascension économique de la République populaire de Chine a toutefois déjà réduit l'hégémonie des Etats-Unis. Les BRICS et l'*Organisation de Shanghai*, ainsi que la *Nouvelle Route de la Soie*, en sont la preuve.

L'évolution des rapports de force géopolitiques a pour conséquence que le risque d'une grande guerre mondiale menaçant l'ensemble de l'humanité augmente, car les Etats-Unis pourraient être tentés de freiner et d'inverser le renforce-

ment des forces œuvrant pour un nouvel ordre mondial multipolaire tant qu'ils se considèrent encore comme supérieurs sur le plan militaire.

Compte tenu de cette menace de guerre à prendre au sérieux, il est aujourd'hui de la plus haute importance de rassembler et de mobiliser, indépendamment de leur orientation philosophique et religieuse, les forces qui veulent empêcher la guerre, pour un engagement puissant en faveur du désarmement et contre la guerre. Un puissant mouvement international pour la paix contre la course aux armements et la guerre est nécessaire.

La terrible guerre en Ukraine doit être stoppée par un cessez-le-feu immédiat et l'ouverture rapide de négociations de paix. Le décret Zelenski, selon lequel l'Ukraine ne mènera pas de négociations de paix tant que des soldats russes seront encore présents sur le territoire ukrainien (y compris en Crimée), doit être abrogé.

Le règlement de paix négocié doit également tenir compte des intérêts légitimes de la Russie en matière de sécurité ainsi que des droits et de la volonté de la population russophone de la Crimée et du Donbass, ce qui signifie que l'Ukraine ne doit pas adhérer à l'OTAN hostile à la Russie, qu'elle ne doit pas tolérer la présence de troupes et de bases militaires de pays de l'OTAN sur son territoire et que les habitants des régions russophones doivent pouvoir choisir librement leur appartenance nationale.

De nouvelles livraisons d'armes et de munitions à l'Ukraine prolongent la guerre avec encore plus de morts et de blessés graves et encore davantage de dévastations et de destructions, sans que l'armée ukrainienne ne parvienne à vaincre l'armée russe.

(Traduction «Point de vue Suisse»)

¹ Sur les antécédents de la guerre en Ukraine: Stefan Hofer. *Point de vue Suisse*, 16 janvier 2023. <https://swiss-standpoint.ch/news-detailansicht-fr-international/a-propos-de-la-guerre-en-ukraine.html>

² Leo Ensel, à propos du décret n° 117 de Volodymyr Selensky du 24 mars 2021. *Infosperber*, 16 décembre 2022